



LA TAILLE COMPTE-T-ELLE ?

Le défi de la transparence des pêches dans les petits États insulaires en développement



Messages clés :

- 1** La transparence revêt une grande importance pour la gestion de la pêche dans les Petits États Insulaires en Développement (PEID), en raison de leur forte dépendance à la pêche, de leurs vastes zones océaniques et de l'attention croissante portée par la communauté internationale à la "croissance bleue".
- 2** Dans le même temps, les PEID sont confrontés à de sérieux obstacles pour une gestion efficace et transparente des pêches, compte tenu de leurs spécificités biologiques et culturelles, ainsi que de leurs vulnérabilités économiques et environnementales. L'un des principaux défis consiste à combler les lacunes en matière d'information, notamment en ce qui concerne la pêche côtière à petite échelle.
- 3** Les avis divergent sur la question de savoir si les caractéristiques propres aux PEID sont propices à la démocratie délibérative. Toutefois, des défis politiques peuvent entraver les réformes en faveur d'un gouvernement ouvert dans les PEID, en raison du clientélisme, de la faiblesse des médias et de la société civile, ainsi que des inégalités entre les hommes et les femmes.

Edition #8



Introduction

“Avec nos zones économiques exclusives, les surfaces terrestres occupées par la plupart de nos pays ne peuvent plus être qualifiées de petites. À cet égard, Kiribati, les États fédérés de Micronésie et la Polynésie française, par exemple, comptent parmi les plus grands pays du monde... Il n’y a pas de peuple sur terre plus apte à être le gardien du plus grand océan du monde que ceux qui y vivent depuis des générations. Notre rôle dans la protection et le développement de notre océan n’est pas une mince affaire ; il s’agit ni plus ni moins d’une contribution majeure au bien-être de l’humanité.”

Epeli Hau’ofa²

Selon la définition utilisée, il existe au moins 30 nations souveraines situées dans les mers tropicales qui sont généralement appelées “Petits États insulaires en Développement” (PEID). Comme le déplore Epeli Hau’ofa, les PEID représentent quelque chose de remarquable. Bien qu’ils soient peu peuplés – beaucoup ont une population totale équivalente à celle de petites villes ou même de villages en Europe – ils possèdent de vastes étendues d’océan. Ces zones comprennent la plupart des récifs coralliens tropicaux du monde et certaines des zones de pêche les plus productives. Les PEID sont donc les principaux gardiens de notre planète bleue. Dans le même temps, les PEID sont confrontés à la menace la plus immédiate et la plus réelle que représente le dérèglement climatique.

Dans le cadre de notre série consacrée à la transparence dans la gestion des pêches³, ce tBrief examine deux grands thèmes pour les PEID :

- 1) Pourquoi la transparence dans la gestion des pêches est-elle si importante pour les PEID, non seulement d’un point de vue international, mais surtout pour leurs citoyens ?**
- 2) Les caractéristiques uniques des PEID, notamment leurs vulnérabilités économique et environnementale, influencent-elles leur capacité à mettre en œuvre des réformes en faveur d’un gouvernement ouvert ?**

Il est également important de s’interroger sur la manière dont l’accès du public aux informations sur la pêche pourrait fonctionner dans les PEID, car ces derniers se sont eux-mêmes engagés à renforcer la transparence par le biais de plusieurs accords régionaux sur la pêche. Il s’agit notamment du [Troisième Plan Stratégique \(2022-2030\) du Mécanisme Régional des Pêches des Caraïbes](#), de la [Stratégie de Nouméa](#) dans le Pacifique (intitulée “Une nouvelle chanson pour les pêches côtières”) et, plus récemment, de la 7e réunion des Ministres de la pêche et de l’aquaculture de l’[OEACP](#) au Ghana (du 5 au 8 avril 2022). Mais les détails sur la manière dont la transparence dans la gestion des pêches sera réalisée sont vagues, et les difficultés impliquées pourraient être sous-estimées. Notre tBrief vise à faire avancer le débat.

Introduction	2
1. Les PEID manquent-ils de transparence dans le domaine des pêches ?	3
2. Définir le concept de PEID	5
3. Caractéristiques sociales et économiques des PEID	7
4. Pourquoi la transparence dans le secteur des pêches est-elle si importante pour les petits États insulaires en développement ? ..	10
5. Les petits États insulaires en développement sont-ils confrontés à des avantages/inconvénients uniques en ce qui concerne la transparence de leurs pêcheries ?	16
Conclusion	26

- 1 Les idées, opinions et commentaires contenus dans ce tBrief sont entièrement de la responsabilité de la FiTI et ne représentent ni ne reflètent nécessairement la politique d’Irish Aid.
- 2 Hau’ofa, E. (1993) “Notre mer d’îles”. Dans : *Une nouvelle Océanie : redécouvrir notre mer d’îles*, E. Waddell, V. Naidu et E. Hau’ofa (eds), 2–16. Suva, Fidji : École de développement social et économique, Université du Pacifique Sud.
- 3 Dans notre série de tBrief, nous nous concentrons sur l’approche de la transparence adoptée dans le Standard FiTI, qui est principalement destiné à soutenir la gouvernance participative (par opposition à d’autres initiatives de transparence de la pêche qui se concentrent sur la lutte contre la pêche illégale ou la traçabilité des produits de la mer).

1. Les PEID manquent-ils de transparence dans le domaine des pêches ?

Le thème de ce tBrief serait étrange si les PEID avaient déjà d'excellents niveaux de transparence et de gouvernance participative dans leurs secteurs de la pêche. Malheureusement, une analyse complète sur ce point reste à faire, et un examen approfondi des pratiques actuelles dépasse le cadre de ce tBrief.⁴ La recherche sur les niveaux de transparence des gouvernements des PEID en général est assez limitée. Les organisations qui compilent des données économiques, sociales et de gouvernance pour les pays n'ont souvent pas inclus les PEID dans leurs listes de pays, ou n'ont commencé à les inclure que récemment. Par exemple, le [Baromètre des Données Ouvertes \(ODB\)](#), qui fournit des analyses approfondies et utiles sur le gouvernement ouvert dans le monde, inclut plusieurs PEID des Caraïbes, mais pratiquement aucun PEID de la région du Pacifique. Sur les 76 membres nationaux actuels du [Partenariat pour un Gouvernement ouvert \(PGO\)](#), seuls cinq sont des PEID.

En l'absence de données plus larges, plusieurs exemples suggèrent néanmoins que la transparence des pêches n'est pas à la hauteur de ce qu'elle devrait être dans de nombreux PEID.

Dans **les Caraïbes**, le Secrétariat du mécanisme régional des pêches des Caraïbes recueille des données auprès des États membres et les publie sur son site web. Cela permet d'améliorer les connaissances sur certaines questions relatives à la pêche dans la région. Toutefois, son dernier [rapport statistique pour 2020](#) fait état de nombreuses lacunes dans les informations et met en doute la fiabilité des données. Une autre évaluation récente de la collaboration régionale en matière de gestion des pêches dans les Caraïbes a révélé que "l'absence de données et d'informations, qu'elle soit due à l'indisponibilité ou à l'inaccessibilité, a eu pour effet d'influencer toutes les autres étapes du cycle politique. Même lorsque les données étaient disponibles et accessibles, on avait l'impression d'éviter les décisions fondées sur des données probantes".⁵

De même, des études réalisées par le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS) pour les **îles du Pacifique** montrent que les données gouvernementales sur de nombreux aspects de la pêche sont fragmentaires, notamment en ce qui concerne la pêche côtière et l'implication des femmes dans le secteur. En réponse à la stratégie de Nouméa, les membres de la CPS ont lancé un système innovant de "fiche de rapport" sur la pêche côtière, qui, tout en étant une étape positive pour l'amélioration de la transparence, confirme les lacunes considérables des données gouvernementales. Les choses se sont considérablement améliorées au fil des ans en ce qui concerne les rapports gouvernementaux sur la pêche industrielle au thon, mais les rapports régionaux publiés par l'[Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique \(FFA\)](#) – une organisation intergouvernementale desservant 17 pays et territoires des îles du Pacifique – décrivent que certains gouvernements ne partagent pas d'informations sur des éléments tels que les revenus provenant de la vente de licences.⁶



- 4 Comme le montrent nos [évaluations de la transparence "TAKING STOCK"](#), les recherches approfondies sur le niveau de transparence des pêcheries d'un pays sont un exercice qui prend du temps lorsqu'il est effectué de manière efficace.
- 5 Fanning, L. et al. (2021) '[Défis pour la mise en œuvre de la gouvernance régionale des océans dans la région élargie des Caraïbes](#)', Frontières des sciences maritimes, 81
- 6 Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (2020) '[Indicateurs et statistiques économiques et de développement : Pêcheries de thon de l'océan Pacifique occidental et central](#)'.

Une fois de plus, cela correspond à des observations plus larges, comme une étude sur le gouvernement ouvert dans les îles du Pacifique qui a révélé qu'”en général, les États insulaires se sont concentrés jusqu'à présent sur le matériel et la connectivité, et doivent encore clarifier leurs objectifs en matière de technologies de l'information et de la



communication ou mettre en place des mécanismes pour l'ensemble du gouvernement, sans parler d'articuler une vision pour l'administration en ligne”. Si les réponses varient d'un État à l'autre, de nombreuses organisations gouvernementales sont prudentes dans le partage de l'information entre elles et sont encore moins prêtes à la partager avec le public, de sorte que de nombreux examens de programmes et de projets organisationnels restent des documents internes”⁷.

En ce qui concerne les **PEID africains**, les Seychelles mettent en œuvre la FiTI et ont déjà considérablement augmenté la disponibilité publique des informations sur la pêche en publiant plusieurs [rapports FiTI](#). Le Cabo Verde vise à publier son premier rapport FiTI d'ici à la fin de 2023, tandis que São Tomé-et-Príncipe s'est engagé publiquement à accroître la transparence des pêches par le biais de la FiTI. Pour les autres PEID africains, le tableau est moins encourageant. La FiTI a récemment entrepris des [évaluations](#) approfondies pour les Comores, Maurice et São Tomé et Príncipe, mettant en évidence des domaines considérables à améliorer.



7 Hassall, G. (2018) Numéro spécial sur l'amélioration du secteur public dans les États insulaires du Pacifique, Revue de l'Administration publique de l'Asie-Pacifique, 40(4), DOI :10.1080/23276665.2018.1553276.

2. Définir le concept de PEID

Le concept de PEID a été formalisé lors du premier Sommet de la Terre des Nations Unies, à Rio en 1992. Avant cet événement, des pays ont formé l'*Alliance des Petits États insulaires (AOSIS)* pour faire campagne en faveur d'un accord international qui reconnaisse les défis uniques qu'ils doivent relever pour parvenir à un développement durable. Cette campagne a été couronnée de succès. Deux ans plus tard, les Nations Unies ont organisé la première "Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires", qui a débouché sur le programme d'action de la Barbade. Ce programme a été revu et mis à jour à deux reprises depuis lors, la dernière conférence mondiale ayant eu lieu en 2014 et ayant abouti à l'accord SAMOA Pathway. L'AOSIS continue d'être un important organe de lobbying pour les PEID dans les forums internationaux.



Il n'existe cependant pas de définition internationalement reconnue de ce qu'est un PEID. Dans les forums et initiatives internationaux, y compris ceux menés sous les auspices de l'ONU, les pays s'identifient eux-mêmes comme petits États insulaires en développement, sans avoir à répondre à des critères spécifiques. Certaines organisations internationales ont leurs propres critères subjectifs. Par conséquent, la liste des pays classés comme PEID varie en fonction de sa source. Le nombre d'États souverains reconnus comme PEID par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est plus faible (31) que ceux reconnus par l'ONU (37).

Le résultat est déroutant. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), par exemple, a lancé un programme spécifique pour traiter les impacts sanitaires de la crise climatique dans les PEID africains. Madagascar est un pays bénéficiaire de ce programme. L'Union africaine soutient également la mise en place d'une plateforme africaine sur la pêche pour les PEID, dont Madagascar fait également partie.

Cependant, Madagascar – la quatrième plus grande île du monde avec une population de plus de 30 millions d’habitants – n’est pas reconnue comme un PEID par la Banque mondiale ou l’ONU : elle n’est donc pas éligible à l’aide financière du Fonds pour l’adaptation au changement climatique pour les PEID du Fonds pour l’environnement mondial.

Tableau 1 : Liste des 39 États membres de l’AOSIS (en date de février 2023)

Caraïbes		Pacifique		Afrique, océan Indien et mer de Chine méridionale (AIS)	
	Antigua et Barbuda		Îles Cook		Cabo Verde
	Bahamas		États fédérés de Micronésie		Comores
	Barbade		Fidji		Guinée Bissau
	Belize		Kiribati		Maldives
	Cuba		Nauru		Maurice
	Dominique		Niue		São Tomé et Príncipe
	République dominicaine		Palau		Seychelles
	Grenade		Papouasie-Nouvelle-Guinée		Singapour
	Guyane		République des Îles Marshall		Timor Leste
	Haïti		Samoa		
	Jamaïque		Îles Salomon		
	Saint-Kitts-et-Nevis		Tonga		
	Sainte-Lucie		Tuvalu		
	Saint-Vincent-et-les-Grenadines		Vanuatu		
	Suriname				
	Trinité-et-Tobago				



L’étiquette de PEID couvre donc un large éventail de pays aux caractéristiques diverses, y compris des pays qui :

- » ne sont **pas de petite taille** en termes de population (par exemple, la Papouasie-Nouvelle-Guinée compte près de 9 millions d’habitants) ;
- » ne sont **pas des îles** (Belize, Suriname, Guyana et Guinée Bissau) ;
- » ne sont **pas des États en développement** ; plusieurs d’entre eux répondent aux critères de la Banque mondiale en matière de revenus élevés par habitant (Singapour, Seychelles, Barbade).

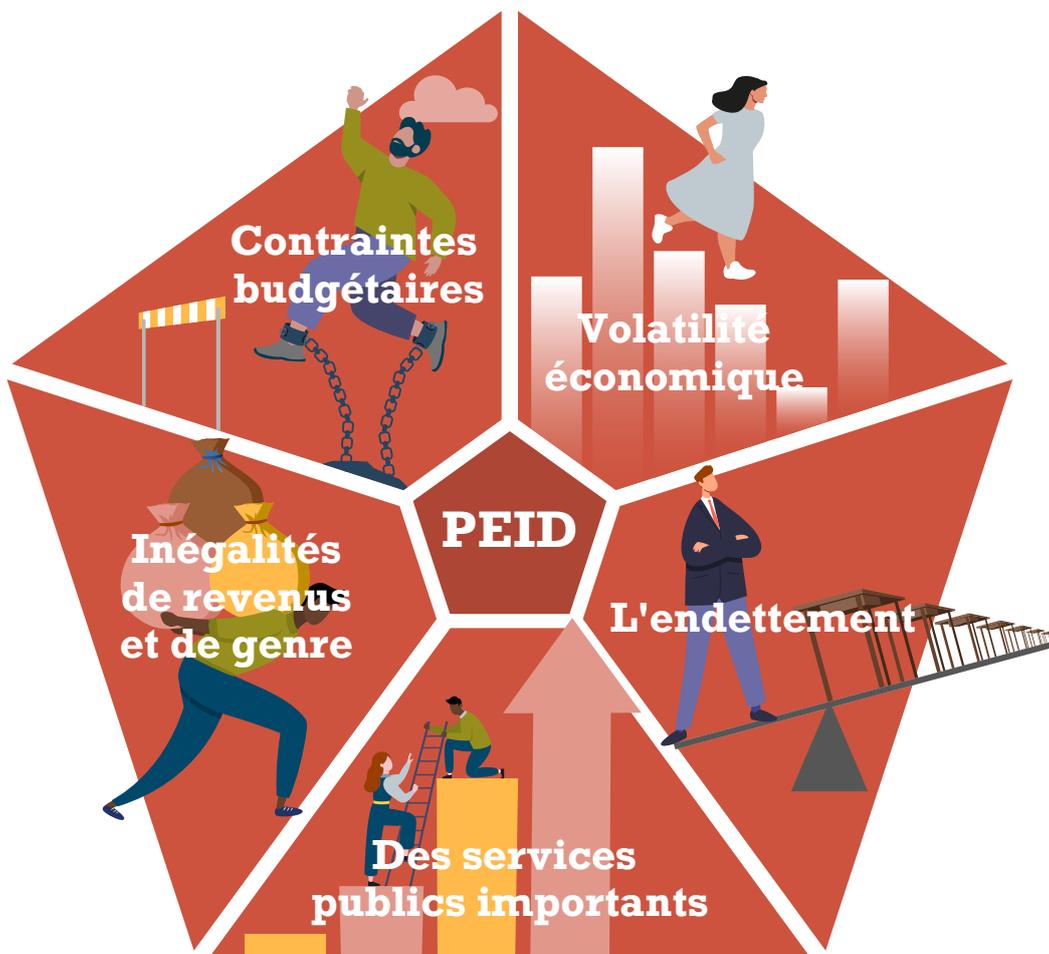
La littérature académique s’interroge sur l’utilité du concept de PEID compte tenu des différences entre ces pays et du fait que de nombreuses observations les concernant s’appliquent également à d’autres pays. Cela a donné lieu à des recommandations selon lesquelles différentes catégories pourraient être développées pour des groupes de petits États insulaires sur la base de différents critères.⁸ Par exemple, certains forums internationaux et la littérature académique reconnaissent les “très” petits États insulaires en développement comme un groupe distinct, également connu sous le nom de “micro-États”.⁹ Toutefois, la limite entre petit et très petit n’est pas non plus fixée. Pourtant, la distinction semble importante : si quelques PEID ont une population supérieure à 2 millions d’habitants, la plupart d’entre eux (20) ont une population inférieure à 500 000 habitants et 15 d’entre eux ont une population inférieure à 200 000 habitants.

8 Alonso, J. A., Cortez, A. L. et Klasen, S. (2014) *‘PMA et autres groupes de pays : Quelle est l’utilité des approches actuelles pour classer les pays dans un monde en développement plus hétérogène ?* Document de référence du CDP No. 21 ST/ESA/2014/CDP/21. Département des affaires économiques et sociales des Nations unies.

9 Everest-Philips, M. et Henry, S. (2018) *‘L’administration publique dans les petits et très petits États insulaires : Comment la petitesse affecte-t-elle la gouvernance ?*, Journal international de la réforme et de la pratique de la fonction publique, 3(2).

3. Caractéristiques sociales et économiques des PEID

Malgré les préoccupations valables concernant la cohérence du concept de PEID – ainsi que les objections au nom lui-même – la littérature sur les PEID converge vers plusieurs caractéristiques sociales et économiques distinctives. Il est utile de résumer certaines d'entre elles, car elles constituent un contexte essentiel pour l'étude de la gouvernance des pêches.



► **Contraintes budgétaires.** Bien que la majorité des PEID soient classés dans la catégorie des pays à revenu élevé ou moyen, nombre d'entre eux sont néanmoins confrontés à des problèmes budgétaires importants. Cela est dû en partie à une faible diversification économique et à une population peu nombreuse, ce qui se traduit par de faibles recettes publiques provenant des impôts et des taxes. Mais ils doivent également faire face à des coûts de prestation de services plus élevés, en raison de l'absence d'économies d'échelle, des coûts élevés des infrastructures et des frais de déplacement et de carburant dans le pays.¹⁰ C'est particulièrement le cas des PEID composés de nombreuses petites îles.

10 Atteridge, A., Savvidou, G. (2019) *'Aide au développement pour l'énergie dans les petits États insulaires en développement'*, Énergie, durabilité et société 9(10).

- » **Volatilité économique.** La dépendance à l'égard d'un nombre limité de secteurs économiques et du commerce international signifie que les PEID peuvent connaître une grave instabilité des recettes publiques. Par conséquent, les crises financières mondiales ont un effet économique exagéré. Le krach financier de 2008 et la pandémie de COVID-19 ont frappé les recettes publiques plus durement dans les PEID que dans d'autres pays. Mais les catastrophes climatiques sont le principal moteur de la volatilité économique. Au Vanuatu, par exemple, l'impact combiné des cyclones de catégorie 5 en 2015 et 2020, suivi de la pandémie COVID-19, a causé des pertes économiques d'environ 60 % du PIB du pays.¹¹ Ce qui est inquiétant pour les PEID, c'est la diminution des intervalles de récupération.¹² Dans les Caraïbes, on peut désormais s'attendre à une catastrophe entraînant des dommages et des pertes d'au moins 5 % du PIB toutes les quelques années.¹³
- » **L'endettement.** Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), d'ici 2019, la dette extérieure représentera 62 % du PIB en moyenne dans les PEID, contre 29 % pour l'ensemble des pays en développement et des économies en transition. Au cours de la dernière décennie, les PEID ont augmenté leurs emprunts sur les marchés internationaux des capitaux, en partie pour couvrir les chocs économiques liés aux catastrophes climatiques. Les difficultés à assurer le service de ces dettes ont conduit à une restructuration douloureuse de la dette et à des pressions en faveur de l'austérité dans le secteur public dans de nombreux PEID. Le maintien des remboursements de la dette représente donc une grande partie des dépenses publiques dans les PEID, ce qui réduit encore leur capacité à s'offrir des services publics. Ainsi, de nombreux PEID sont pris au piège d'une dette écrasante, avec un avenir extrêmement précaire compte tenu de l'intensification de la crise climatique.
- » **Des services publics importants.** En moyenne, le pourcentage de la population employée par le gouvernement dans les PEID est plus de trois fois supérieur à celui observé dans les pays développés, tels que le Royaume-Uni ou l'Allemagne.¹⁴ L'OCDE note que les PEID consacrent près de 30 % de leur PIB aux services publics, contre moins de 20 % en moyenne dans les autres pays en développement et à revenu intermédiaire. Les cas les plus extrêmes se rencontrent dans les très petits États. À Nauru, par exemple, sur une population totale d'un peu plus de 11000 habitants, plus de 2000 personnes sont employées par le gouvernement. L'État joue donc un rôle dominant dans la société, même si la pénétration des services publics dans les communautés rurales et les îles plus éloignées est souvent limitée. L'importance du secteur public semble s'expliquer par les pressions sociales qui s'exercent dans les îles où les possibilités d'emploi dans le secteur privé sont limitées. Un autre facteur est que la complexité de la conception et de la gestion d'un service public moderne, y compris le respect de nombreuses obligations internationales, signifie que les PEID ont des structures bureaucratiques semblables à celles que l'on trouve dans les grands pays, mais des populations plus petites que celles de nombreuses villes de taille moyenne. La Barbade, par exemple, compte 19 ministères pour une population d'un peu plus de 287 000 habitants. Les Seychelles comptent 13 ministères pour une population d'un peu plus de 100 000 habitants.

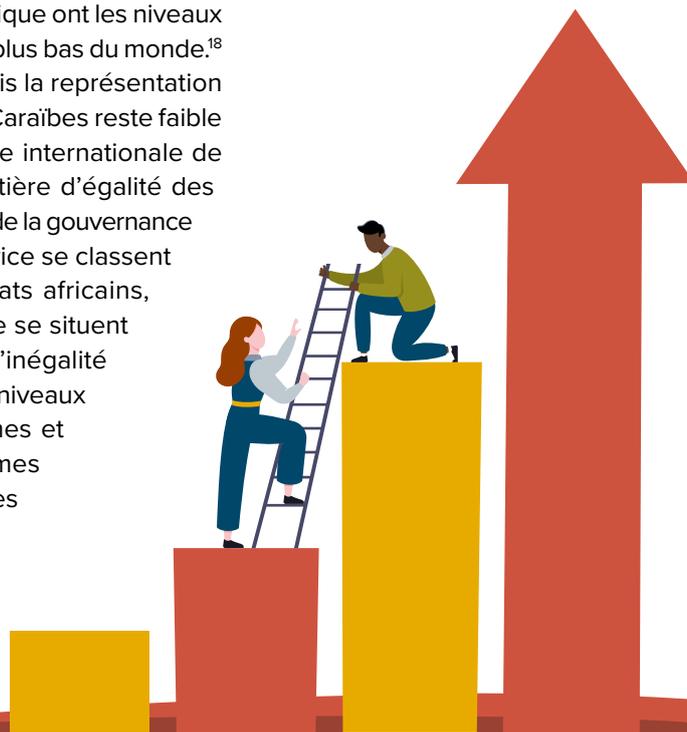
-
- 11 Gouvernement de Vanuatu (2020) '[Évaluation des besoins post-catastrophe](#)'.
- 12 Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (2021) '[Catastrophes après catastrophes : courts intervalles de récupération et importants déficits financiers dans les petits États insulaires en développement](#)', 14 juillet 2021.
- 13 Mclean, S. et Charles, D. (2018) '[Analyse de la dette publique dans les Caraïbes et de son impact sur la croissance économique](#)', Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
- 14 Everest-Phillips, M. et Henry, S. (2018) '[L'Administration publique dans les petits et très petits États : Comment la petitesse affecte-t-elle la gouvernance ?](#)'.

Il convient également de noter, bien que cela soit quelque peu controversé, que si la prestation de services a tendance à coûter plus cher aux PEID, cela ne signifie pas qu'ils sont particulièrement efficaces dans ce domaine. La Banque mondiale et d'autres partenaires internationaux du développement ont fait valoir que la taille démesurée du service public dans les PEID fait que les gouvernements et la fonction publique ne sont pas rentables et gaspillent.¹⁵ En effet, l'analyse montre qu'en moyenne, les PEID ont les coûts de mise en œuvre de l'aide les plus élevés par rapport aux autres pays en développement, tout en obtenant les scores les plus bas en matière d'efficacité de l'aide.¹⁶

» **Inégalités de revenus et de genre.** Les inégalités tendent à se creuser dans les PEID, et ce dans de multiples domaines. Cette situation est liée à la difficulté d'assurer des services publics abordables, ainsi qu'à une diversification économique limitée et à un taux de chômage élevé. En outre, le tourisme haut de gamme et les services financiers offshore produisent des richesses considérables, mais ces industries tendent à concentrer ces richesses entre les mains d'un petit nombre de personnes. Les inégalités sont également aggravées par la vulnérabilité des PEID aux crises économiques, qui font invariablement grimper les taux d'inégalité. Dans un examen des résultats de son indice de développement humain en 2018, le PNUD déclare que les PEID ont tendance à avoir des niveaux d'inégalité de revenus plus élevés par rapport à d'autres catégories de pays en développement, et que la tendance est à l'aggravation.¹⁷

En outre, de nombreux PEID affichent également des résultats médiocres en matière d'égalité des sexes, même s'il existe des différences régionales. Dans les îles du Pacifique, moins de 6 % des parlementaires sont des femmes. Malgré quelques réussites (par exemple les Fidji), les recherches menées par l'Union interparlementaire montrent que les îles du Pacifique ont les niveaux de représentation des femmes au parlement les plus bas du monde.¹⁸ La situation dans les Caraïbes est meilleure, mais la représentation des femmes dans les parlements des PEID des Caraïbes reste faible à l'échelle mondiale : 14 % contre une moyenne internationale de 25 %.¹⁹ Dans les PEID africains, le bilan en matière d'égalité des sexes est jugé bien meilleur. Selon l'indice Ibrahim de la gouvernance africaine, les Seychelles, le Cabo Verde et Maurice se classent systématiquement parmi les cinq premiers États africains, tandis que les Comores et São Tomé e Príncipe se situent dans la première moitié du classement. Mais l'inégalité entre les sexes est également évidente dans les niveaux inquiétants de violence à l'encontre des femmes et des filles dans de nombreux PEID. ONU-Femmes a mené des études de prévalence dans tous les pays en développement et a validé une opinion de longue date selon laquelle les niveaux de violence et d'abus contre les femmes et les filles dans les îles du Pacifique et des Caraïbes sont parmi les plus élevés au monde.²⁰

- 15 Hassall, G. (2018) ' Numéro spécial sur l'amélioration du secteur public dans les États insulaires du Pacifique', Revue de l'Administration publique de l'Asie-Pacifique, 40(4), DOI :10.1080/23276665.2018.1553276.
- 16 Wood, T., Otor, S. et Dornan, M. (2022) "Pourquoi les projets d'aide sont-ils moins efficaces dans le Pacifique ?" Revue des politiques de développement, 40.
- 17 Palanivel, T. (2018) "Petits États insulaires en développement : Un résumé de l'état du développement humain", PNUD.
- 18 Union interparlementaire (2021) "Les femmes au parlement en 2021".
- 19 PNUD (2019) "Où sont les femmes ? Une étude sur les femmes, la politique, les parlements et l'égalité dans les pays du CARICOM".
- 20 ONU-Femmes, région Asie-Pacifique (n.d.) "Mettre fin à la violence contre les femmes et les filles".



4. Pourquoi la transparence dans le secteur des pêches est-elle si importante pour les petits États insulaires en développement ?

Il existe aujourd'hui un consensus mondial sur le fait que la gestion de la pêche doit être transparente et reposer sur une participation significative du public. Comme nous l'avons décrit dans notre *premier tBrief*, il s'agit peut-être des caractéristiques les plus importantes pour déterminer si le secteur des pêches d'un pays est durable et bien géré. Pour de nombreux PEID, la transparence de la pêche est particulièrement importante.

<p>1.</p> <p>Les PEID comprennent de nombreux petits États qui sont les gardiens de vastes espaces océaniques et d'une grande biodiversité marine.</p>	<p>2.</p> <p>Les PEID comprennent des États qui sont parmi les plus dépendants de la pêche au monde.</p>	<p>3.</p> <p>Les PEID considèrent la pêche comme un élément d'une stratégie de "croissance bleue" plus large</p>
---	---	---

1. Les PEID comprennent de nombreux petits États qui sont les gardiens de vastes espaces océaniques et d'une grande biodiversité marine.

Au total, les PEID souverains couvrent 30 % des océans de la planète (sans compter la haute mer), mais abritent moins de 1 % de la population mondiale.²¹ Si l'on inclut les zones économiques exclusives (ZEE) des petites îles qui sont considérées comme des territoires d'outre-mer d'autres nations (voir ci-dessous), la proportion des ZEE sous la juridiction des PEID s'élève alors à plus de la moitié des océans.

²¹ Bureau du Haut Représentant des Nations unies pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les PEID (2013) "*Les petits États insulaires en développement en chiffres*".

Tableau 2 : Petites îles ayant la plus grande part de l'océan

		Taille de la ZEE (km ²)	Population
1.	Polynésie française [France]	4,787, 978	280,904
2.	Kiribati	3,441,810	119,446
3.	États fédérés de Micronésie	2,996,419	115,021
4.	Hawaï [États-Unis]	2,474,884	1,420,000
5.	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,402,288	8,947,000
6.	Îles Marshall	1,990,530	59,184
7.	Îles Cook	1,960,027	17,459
8.	Îles Salomon	1,589,477	686,878
9.	Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud [UK]	1,449,532	30
10.	Nouvelle-Calédonie [France]	1,422,956	271,960
11.	Seychelles	1,336,559	98,462
12.	Maurice	1,284,997	1,226,474
13.	Fidji	1,282,978	911,097
14.	Maldives	923,322	561,762
15.	Îles Pitcairn [UK]	836,108	67

Pour de nombreux PEID, les océans couvrent des mers tropicales riches en biodiversité marine et en espèces endémiques, y compris la plupart des récifs coralliens du monde. Cela implique, comme l'a écrit Epeli Hau'ofa, un devoir important de gestion des pêcheries et des écosystèmes marins, non seulement pour leurs citoyens et les générations futures, mais aussi pour l'ensemble des biens communs de la planète.

Gestion de la pêche dans les territoires d'outre-mer

Les nombreuses petites îles classées comme territoires d'outre-mer des anciennes puissances coloniales jouent un rôle sous-estimé dans la gouvernance des pêches maritimes. Dans le cas de la **France**, la ZEE combinée de ses territoires d'outre-mer signifie qu'elle détient techniquement le titre de plus grande ZEE du monde, mesurant environ 11,7 millions de km². Toutefois, la majeure partie de ce domaine océanique est en fait composée des ZEE entourant ses territoires d'outre-mer. Seuls 3% du domaine océanique total de la France sont adjacents à la France métropolitaine en Europe. La Polynésie française représente à elle seule plus de 5 millions de km², soit plus que les ZEE du Japon et de la Nouvelle-Zélande, et près de six fois la ZEE de la Chine. De même, environ 10% seulement de l'espace océanique contrôlé par le Royaume-Uni est adjacent à la Grande-Bretagne. Les territoires d'outre-mer de ces anciennes puissances coloniales couvrent donc de vastes zones océaniques où les populations de poissons sont abondantes, tandis que de nombreux territoires insulaires abritent de vastes secteurs de pêche, y compris un grand nombre de petits pêcheurs. Certains, comme l'île de la Réunion et la Nouvelle-Calédonie, possèdent également des ports industriels qui constituent d'importants centres régionaux de transbordement.

Au cours des dernières décennies, le processus contesté de décolonisation a vu une autonomie croissante accordée à de nombreux territoires d'outre-mer dans de multiples sphères gouvernementales. L'administration de la pêche est un domaine dans lequel les territoires d'outre-mer peuvent avoir un degré élevé de contrôle local : ils ont le pouvoir de délivrer des droits de pêche, d'exploiter leurs propres pavillons pour les flottes de pêche et d'établir des lois et des politiques en matière de pêche. Il existe cependant de nombreuses zones d'ombre. Par exemple, certaines anciennes puissances coloniales s'opposent à ce que leurs territoires d'outre-mer deviennent des membres votants des organisations régionales de gestion des pêches, dont beaucoup n'ont pas non plus de voix officielle dans les processus décisionnels des Nations unies.

La création d'aires marines protégées (AMP) est un aspect de plus en plus important. Pour des pays comme la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, le respect des engagements mondiaux ambitieux en matière d'extension des AMP passe principalement par la déclaration d'AMP dans les eaux éloignées de leurs territoires d'outre-mer. Les autres pays qui n'ont pas de territoires d'outre-mer sont confrontés à un défi plus difficile à relever pour atteindre ces objectifs.

Une grande partie de la recherche et de la défense de la gestion responsable de la pêche à l'échelle mondiale néglige le rôle des administrations locales dans ces territoires d'outre-mer. Pourtant, elles sont tout aussi importantes, y compris pour les efforts de transparence. Par exemple, lorsqu'on évalue les niveaux d'informations sur la pêche publiées sur les sites web gouvernementaux d'un pays comme la France, il peut être facile de ne pas voir les informations fournies par les territoires d'outre-mer de la France, qui couvrent pourtant 97 % de l'ensemble de ses ZEE.

2. Les PEID comprennent des États qui sont parmi les plus dépendants de la pêche au monde.

En dépit de quelques cas aberrants (Singapour, par exemple), les pêcheries maritimes ont tendance à revêtir une plus grande importance nationale pour les PEID que pour les autres États côtiers. Cela se manifeste de plusieurs manières.

» **Sécurité alimentaire** : La consommation de poisson de mer par habitant tend à être élevée dans les PEID par rapport à la moyenne internationale. Le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) sur son [programme d'action mondial pour la sécurité alimentaire dans les PEID](#) note que dans de nombreux États insulaires du Pacifique, par exemple, la consommation de poisson est trois à quatre fois supérieure à la moyenne mondiale.

Historiquement, cette dépendance vis-à-vis du poisson pour assurer la sécurité alimentaire nationale a été importante pour les PEID, car l'accès à d'autres sources de protéines est difficile. Cela est dû à leur éloignement, au manque de terres agricoles et au manque de pouvoir d'achat. Toutefois, les choses changent. La consommation de poisson par habitant est en baisse dans de nombreux PEID, en partie à cause de l'augmentation de la population et de la diminution des populations de poissons, mais aussi à cause du renforcement du commerce international. Certaines îles où le tourisme international est important ont également vu la consommation de poisson diminuer parmi leurs citoyens, car une plus grande quantité de poisson est destinée à leurs visiteurs. Par conséquent, les PEID dépendent davantage des importations de denrées alimentaires – dont une grande partie est constituée de produits transformés à bas prix – pour assurer leur sécurité alimentaire. La FAO note que depuis 1990, le pourcentage d'aliments produits localement et consommés par les habitants des PEID a diminué en moyenne de près de 30 %, et que dans certains pays, comme Vanuatu, la dépendance à l'égard des aliments importés a augmenté de 300 %. Dans les Caraïbes, les PEID importent également plus de 30 % du poisson qu'ils consomment, en provenance d'Amérique latine, des États-Unis et, de plus en plus, de Chine.²²

Le passage d'un régime alimentaire composé d'aliments produits localement, y compris du poisson frais, à une consommation accrue d'aliments transformés signifie que les populations des PEID connaissent une détérioration de leur santé publique. En fait, le passage à la consommation d'aliments importés signifie que les PEID ont des taux d'obésité et de diabète parmi les plus élevés au monde.²³ Maximiser la disponibilité de poisson frais et abordable pour la consommation locale est une position politique essentielle dans tous les PEID, qui a été mise en avant lors du sommet sur la santé des PEID de 2021, organisé par l'OMS et le [Programme d'action mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les petits états insulaires en développement](#), dirigé par les Nations unies. De nombreuses études recommandent aux gouvernements des PEID de donner la priorité à la consommation locale de poisson plutôt qu'au commerce extérieur et de protéger les marchés locaux des pressions exercées par la vente des meilleurs poissons aux touristes qui paient plus cher.²⁴

22 FAO (2014) *Assurer la sécurité du poisson dans les Caraïbes*.

23 FAO (2016) *État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les petits États insulaires en développement*.

24 Bell, J.D, Allain, V., Allison, EH et al. (2015) « Diversifier l'utilisation du thon pour améliorer la sécurité alimentaire et la santé publique dans les pays et territoires insulaires du Pacifique », *Marine Policy*, 51 ; Connel, J., Lowitt, K., et al., (2020) « Sécurité alimentaire et souveraineté dans les petits États insulaires en développement : crises et défis contemporains », 10.1007/978-981-13-8256-7_1

► **Réduction de la pauvreté et emploi** : Dans de nombreux PEID, la pêche et la transformation du poisson fournissent des emplois à une proportion importante de la population, y compris à de nombreuses personnes qui n'ont pas d'autre choix. Bien que la pêche soit généralement considérée comme une activité dominée par les hommes, les recherches montrent régulièrement que les femmes jouent un rôle important dans la pêche, la transformation et la vente du poisson.²⁵ La pêche artisanale ou à petite échelle est souvent celle qui emploie le plus de personnes dans les PEID et produit la plupart des fruits de mer destinés à la consommation locale. Toutefois, dans plusieurs PEID, la pêche industrielle et les usines de transformation du poisson sont devenues importantes. Dans les Samoa américaines, la conserverie de thon est le plus grand employeur du secteur privé, représentant 14 % des emplois sur l'île.²⁶



Le maintien ou l'augmentation des emplois dans le secteur des pêches revêt une importance croissante dans de nombreux PEID. La plupart d'entre eux ont une population croissante mais avec des taux de chômage élevés (et en augmentation), en particulier chez les jeunes et les femmes. Cette situation est exacerbée par la faible diversification économique des îles et leur forte dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de secteurs économiques, notamment le tourisme étranger, comme l'a montré de manière frappante la pandémie de COVID-19.

Cependant, si la pêche fournit des emplois et des moyens de subsistance à de nombreuses personnes, il s'agit d'un secteur où les revenus sont souvent faibles et l'emploi précaire. Cela est dû à la répartition inéquitable des bénéfices sur les marchés du poisson, à la faiblesse des droits du travail et des protections sociales. D'un point de vue historique, la gouvernance coutumière des pêcheries maritimes dans les PEID a souvent fourni des systèmes efficaces de partage des bénéfices communautaires.²⁷ Cependant, la commercialisation de produits de la pêche, qui s'est produite dans les PEID à des degrés divers, peut saper ces systèmes et conduire à des situations dans lesquelles la plupart des bénéfices accrus sont accaparés par un nombre relativement restreint de personnes.²⁸ Il a également été démontré que la commercialisation du poisson réduisait le rôle traditionnel des femmes dans la pêche.²⁹

25 Rabbitt, S., Lilley, I., et al. (2020) Qu'est-ce qui se cache derrière le fait de pêcher ? Contributions des femmes pêcheurs à la pêche et à la sécurité alimentaire dans le lagon de Marovo, Îles Salomon", *Marine Policy*, 108.

26 Bureau des comptes du gouvernement des USA (2020) *'Samoa américaines : tendances économiques, situation de l'industrie de la conserve de thon'*.

27 Tobin, B. (2008) « Le rôle du droit coutumier dans l'accès et le partage des avantages et la gouvernance des connaissances traditionnelles : perspectives des pays andins et insulaires du Pacifique », *Organisation mondiale de la propriété intellectuelle*.

28 Gillett, R. et Cartwright, I. (2010) *L'avenir des pêcheries des îles du Pacifique*. Nouvelle-Calédonie : Secrétariat de la Communauté du Pacifique

29 Williams, M. J. (2015) Pêche aux invertébrés et genre dans le pacifique - Principaux résultats de PROCFish, *CPS Femmes de la Pêche Inf. Bull.* 26, 12-16.

Le partage inéquitable des bénéfices affectant les pêcheurs dans les PEID : Le cas des concombres de mer

Stimulés par la demande chinoise, les concombres de mer sont devenus l'un des produits de la mer les plus précieux pour de nombreux petits États insulaires en développement. Dans le cas des îles du Pacifique, le commerce des concombres de mer est la deuxième pêche la plus précieuse après celle du thon et sa valeur est estimée à plus de 50 millions d'USD par an. Toutefois, l'essor du commerce des concombres de mer, qui est également important pour les PEID d'Afrique et des Caraïbes, met en évidence les difficultés que rencontrent les pêcheurs pour s'approprier la richesse économique du commerce international. Les *analyses de la chaîne de valeur* des marchés des concombres de mer de certaines îles du Pacifique montrent que les pêcheurs reçoivent moins de 10 % de la valeur marchande finale des produits. Les bénéfices les plus importants sont réalisés par un petit nombre d'exportateurs, principalement étrangers, qui reçoivent plus de 60 % de la valeur marchande.



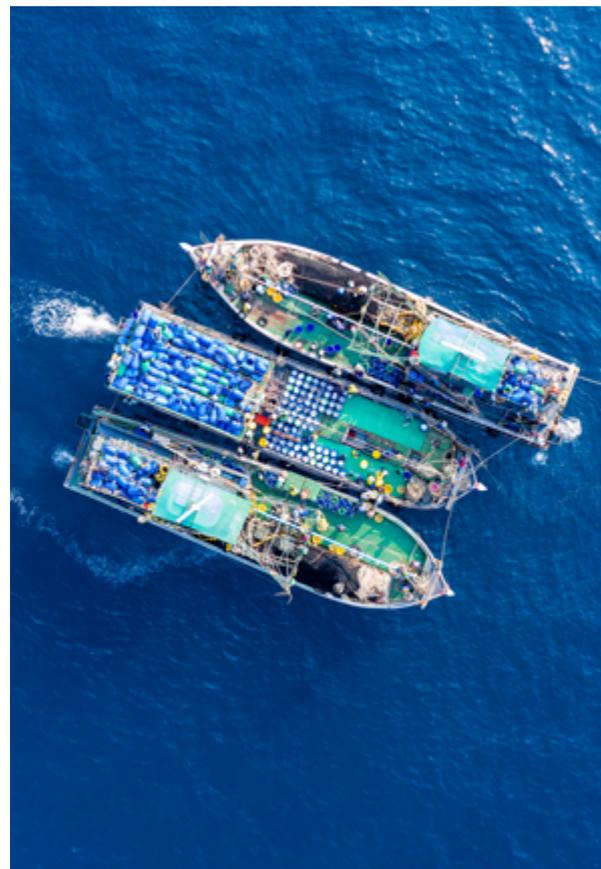
L'un des problèmes identifiés dans les analyses de la chaîne de valeur de l'industrie du concombre de mer est le manque d'informations publiques concernant les prix du concombre de mer séché, ce qui est considéré comme une menace au pouvoir de négociation des pêcheurs locaux. Les recherches menées par la *Wildlife Conservation Society* sur les exportations de concombres de mer des îles Fidji en 2016 ont également mis en évidence un niveau stupéfiant de récoltes non déclarées, les récoltes réelles étant estimées jusqu'à 30 fois plus importantes que les données des rapports gouvernementaux. On estime aujourd'hui que les populations sauvages d'holothuries sont fortement décimées dans les eaux de la plupart des petits États insulaires en développement. Les solutions pour un commerce durable et équitable des concombres de mer soulignent la nécessité d'une plus grande transparence des données du marché et d'une participation effective des pêcheurs locaux aux forums politiques. Il a également été recommandé de renforcer les informations gouvernementales publiées en recoupant les données sur les captures détenues par les autorités de la pêche avec les exportations/importations enregistrées par les fonctionnaires des douanes.

» Développement économique grâce au commerce du poisson :

De nombreux PEID dépendent du commerce international du poisson pour leur développement économique. Cela comprend la transformation et l'exportation d'espèces de poissons de grande valeur (par exemple le thon, le concombre de mer, les homards) ainsi que la vente de droits de pêche aux flottes étrangères de pêche lointaine (par exemple la Chine, le Japon et l'UE). Selon les données compilées par la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), les produits de la mer représentent 70 % de toutes les exportations de biens à Cabo Verde, Kiribati, Maldives, Micronésie et Tuvalu.³⁰

Toutefois, de nombreux petits États insulaires en développement ont eu du mal à s'approprier une part substantielle de la richesse tirée du commerce du poisson. Le prix demandé pour les licences de pêche industrielle est considéré par de nombreux experts comme faible pour les PEID et nombre d'entre eux se heurtent à de multiples obstacles pour exporter du poisson transformé, ce qui les prive de toute valeur ajoutée. Les PEID du Pacifique ont en partie réagi à cette situation grâce à une collaboration régionale qui a permis de modifier la façon dont les licences sont vendues aux navires de pêche étrangers ciblant le thon pour les conserveries. Le "Vessel Day Scheme (Régime du jour du navire)", qui a introduit des ventes aux enchères et des échanges compétitifs pour les licences, a considérablement amélioré les recettes publiques, qui ont été multipliées par trois entre 2010 et 2020. En outre, de nombreuses îles du Pacifique ont réussi à augmenter la quantité de thon transformé localement pour l'exportation, les membres de la FFA ayant plus que doublé cette quantité depuis 2012. Au moins 10 PEID du Pacifique sont désormais considérés comme "dépendants du thon", leurs revenus provenant du secteur commercial du thon représentant près de 40 % des recettes annuelles du gouvernement.³¹

Ces dimensions (souvent superposées) de la dépendance vis-à-vis du poisson soulignent non seulement l'importance de la pêche pour les PEID, mais aussi les difficultés d'équilibre auxquelles leurs gouvernements sont confrontés. Garantir un poisson de haute qualité pour l'alimentation de la population, améliorer l'emploi et les revenus de la pêche, tout en maximisant les recettes publiques par le biais du commerce extérieur (ainsi que la fourniture de poisson de haute qualité pour le tourisme), sont des objectifs politiques qui sont souvent en concurrence. Si nous ajoutons à ce mélange la demande des PEID de conserver les écosystèmes marins et de limiter l'intensité de la pêche - par exemple en élargissant les zones marines protégées -, les problèmes de "cohérence politique" deviennent manifestes et peuvent être source de division. Ainsi, des niveaux élevés de transparence et de débat public sont essentiels dans ce contexte.

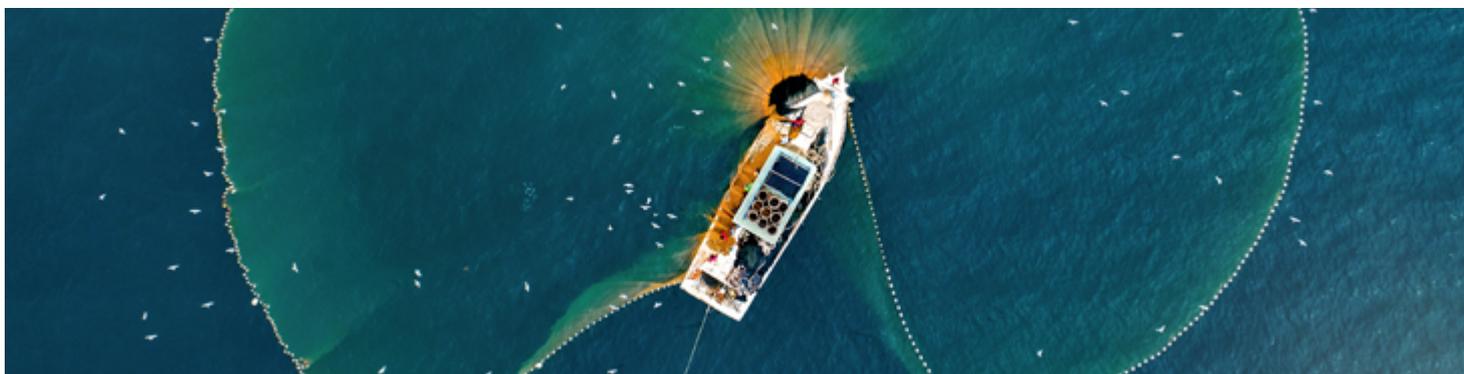


30 CNUCED (2021) ["Les petits États insulaires en développement confrontés à une bataille difficile dans le cadre de la reprise post COVID-19"](#), 10 juin 2021.

31 Bell, J. D., Senina, I., Adams, T. et al. (2021) ['Voies à suivre pour soutenir les économies des îles du Pacifique tributaires du thon pendant le changement climatique'](#), Nat Sustain 4.

3. Les PEID considèrent la pêche comme un élément d'une stratégie de "croissance bleue" plus large

Un autre thème qui souligne l'importance de la transparence des pêches pour les PEID est l'impulsion donnée au concept d'Économie bleue. Ce concept a été reconnu à l'échelle mondiale lors des réunions organisées dans le cadre du Sommet de la Terre des Nations unies en 2012, où les PEID ont fait valoir que l'idée de l'économie verte – le thème principal de la conférence – était moins pertinente pour eux en raison de leur statut de grands États océaniques (aujourd'hui également appelés "grands États océaniques" ou "BOSS"). Si le monde est en train de passer à une croissance verte, il doit s'agir d'une croissance "bleue" pour les PEID. Depuis lors, les PEID ont été à l'avant-garde du développement et de la mise en œuvre de l'idée de l'économie bleue et de la croissance bleue durable.



Au cœur de l'idée de la croissance bleue se trouve l'optimisme selon lequel les PEID peuvent diversifier et développer leurs économies grâce à une série de secteurs maritimes. Il s'agirait de combiner des secteurs traditionnels tels que l'écotourisme, la pêche et le transport maritime, avec des secteurs émergents tels que l'aquaculture marine, la production d'énergie en mer, la bioprospection marine et, de manière controversée, l'exploitation minière des océans. Les PEID bénéficient également d'un élan pour recevoir des paiements internationaux pour les services écosystémiques, le stockage du "carbone bleu" étant au premier plan de ces propositions.

Alors que la croissance bleue pour les PEID est activement soutenue par les PEID eux-mêmes ainsi que par de nombreuses organisations partenaires, dont l'ONU, la Banque mondiale et les banques régionales de développement, on craint que les stratégies nationales de croissance bleue n'augmentent la concurrence pour les ressources ciblées par les pêcheries côtières. En fait, de nombreuses personnes estiment que les pêcheurs artisanaux sont désavantagés par les programmes de croissance bleue, lorsque ces stratégies se concentrent principalement sur la croissance économique. Comme nous l'avons décrit dans notre tBrief No. 6 sur la pêche artisanale, une des sources de leur vulnérabilité est leur manque de visibilité dans les données officielles des gouvernements, ainsi qu'un manque d'appréciation de l'ensemble de leurs valeurs sociales, culturelles et économiques. Il faut donc veiller à ce que les gouvernements rassemblent, publient et distribuent des données sur le secteur des pêches, et ce d'autant plus que la croissance bleue bénéficie d'une plus grande attention.

5. Les petits États insulaires en développement sont-ils confrontés à des avantages/inconvénients uniques en ce qui concerne la transparence de leurs pêcheries ?

La recherche sur les PEID s'est penchée sur la question de savoir comment leurs caractéristiques politiques, sociales et économiques distinctes (décrites ci-dessus) influencent leur gouvernance. Bien qu'il existe des théories concurrentes, la littérature peut aider à évaluer si les PEID ont des avantages ou des inconvénients uniques lorsqu'ils cherchent à atteindre la transparence dans leur gestion des pêches.

Un aspect qu'il est facile d'ignorer est de savoir si, dans les très petits États, l'idée d'un gouvernement ouvert reçoit moins d'attention. Au niveau international, le gouvernement ouvert est associé à l'organisation de l'information en ligne ; il existe désormais une recommandation de base selon laquelle l'information gouvernementale en ligne est organisée par le biais d'un portail gouvernemental centralisé. Toutefois, dans les petits États, l'attitude à l'égard du partage des informations gouvernementales peut être influencée par la densité des réseaux communautaires et la familiarité qui existe entre les personnes. Le partage d'informations sur une base plus personnelle, en face à face, peut sembler suffisant. Pourtant, il ne s'agit pas nécessairement d'une approche optimale de la transparence. Une approche plus formelle de l'enregistrement et de la publication des informations permet d'éviter les problèmes d'inégalité d'accès à l'information, de désinformation éventuelle et de propagation des rumeurs. Cependant, la demande et l'urgence de l'administration en ligne peuvent être plus grandes dans les grandes sociétés que dans les très petites; ce qui peut expliquer en partie pourquoi peu de PEID ont des plateformes d'administration en ligne bien développées ou pourquoi certains sont lents à les mettre en œuvre.

Il y a beaucoup d'autres éléments à explorer. Afin de simplifier et de cibler le champ d'application de ce sujet, la présente note d'information se concentrera sur deux défis de manière plus détaillée.



1. Le défi du manque de données

Même aujourd'hui, à l'ère de l'information, le manque de transparence dans certains pays est encore souvent délibéré parce que leurs gouvernements craignent d'être surveillés. Dans le même temps, il faut reconnaître que de nombreux gouvernements sont confrontés à des difficultés pour collecter ou compiler des informations sur leur secteur des pêches. Bien que ces lacunes en matière d'information varient considérablement en fonction du contexte national, notre expérience montre qu'il existe plusieurs domaines communs dans le cadre du Standard FiTI où les Autorités publiques ont du mal à produire des données régulières, complètes et fiables :

- » Informations sur la santé des populations de poissons, y compris les tendances historiques ;
- » Informations sur les activités des pêcheurs, y compris les prises accessoires et les rejets ;
- » Informations sur l'emploi dans le secteur de la pêche artisanale, y compris des informations ventilées par sexe dans le secteur post-capture et des données sur le secteur informel ;
- » Activités et résultats des efforts d'application de la loi, y compris les droits du travail des personnes travaillant dans le secteur des pêches ;
- » Informations sur les subventions, y compris leur valeur et leurs bénéficiaires ;
- » Évaluation de l'impact des projets publics financés par l'Aide au développement.

Sans ces informations, il est difficile de répondre à des questions essentielles concernant les politiques nationales des pêches. Par exemple, il devient extrêmement difficile de discuter de la manière dont les politiques nationales permettront de parvenir à une pêche durable en l'absence de données gouvernementales cohérentes et régulièrement mises à jour sur les captures de poissons. De même, si les politiques nationales des pêches incluent régulièrement des objectifs de soutien aux moyens de subsistance – comme c'est généralement le cas dans les PEID – il est impossible de mesurer les progrès accomplis en l'absence de données sexospécifiques régulières et fiables sur l'emploi ou d'informations sur les normes du travail.

Des raisons à la fois politiques et pratiques expliquent la persistance de ces lacunes en matière de données. Un problème évident réside dans le financement insuffisant de la gestion des pêches. Cette dernière, y compris la recherche et le contrôle des activités de pêche, est coûteuse. Cette réalité est souvent mal comprise par les profanes.³²

Mais il n'y a pas que l'aspect monétaire. Il y a de multiples raisons pour lesquelles la collecte de données sur la pêche est un exercice redoutable pour les PEID.

» **Diversité marine et culturelle** : L'énorme diversité marine des PEID les place parmi les États les plus complexes et les plus coûteux pour la production de données. Il existe désormais des méthodes rentables de collecte d'informations sur la santé des populations de poissons adaptées aux pêcheries tropicales à petite échelle multi-engins.³³ Ces solutions peuvent réduire les coûts de collecte des données sur la pêche et des applications réussies de ces méthodes ont eu lieu dans des pays comme les Fidji, où la collaboration entre le ministère de la pêche, les communautés de pêcheurs et un groupe d'ONG locales et étrangères a permis de collecter des données pour plus de 90% des pêcheries récifales.³⁴ Néanmoins, il est souvent beaucoup plus facile de rassembler des données sur la pêche dans les pays du Nord que dans les régions tropicales.



32 Mangin, T., Costello, C., Anderson, J., Arnason, R., Elliott, M., et al. (2018) *Les améliorations de la gestion des pêches en valent-elles la peine ?* PLOS ONE 13(9).

33 Herrón, P., Castellanos-Galindo, G. A., Stähler, M., Díaz, J. M., Wolff, M. (2019) *Vers une évaluation et une gestion écosystémiques des pêcheries à petite échelle et des pêcheries multi-engins : Perspectives du Pacifique tropical oriental*, Frontiers in Marine Science, 6.

34 Prince, J. et al. (2021) *Enquêtes sur le potentiel de frai à Fidji : Un nouveau chant de changement pour la pêche artisanale dans le Pacifique*, Science et pratique de la conservation.

En outre, la plupart des enquêtes sur les pêcheries côtières utilisées par les gouvernements et les scientifiques de la pêche dépendent des informations communiquées par les communautés de pêcheurs. Or, dans plusieurs PEID, ces communautés sont dispersées et il existe une grande diversité culturelle et linguistique. Le Vanuatu, par exemple, a une population d'environ 300 000 personnes, mais ses communautés parlent plus de 100 langues locales distinctes. Le pays comprend 83 îles réparties sur une superficie à peu près équivalente à celle de l'Inde, et 65 d'entre elles sont habitées.

En outre, les petites îles ne disposent souvent pas de sites de débarquement dédiés, en particulier pour la pêche commerciale artisanale ou de subsistance, ce qui complique les efforts de collecte des données sur les débarquements et les captures. Cet aspect devient encore plus difficile lorsqu'il s'agit de rassembler des données provenant de l'extérieur du pays. Par exemple, les captures des pêcheurs sénégalais opérant en Guinée-Bissau et débarquant leurs prises au Sénégal sont difficiles à déterminer, car aucun des systèmes statistiques des deux pays ne les prend en compte.

» **Volatilité économique** : Une autre difficulté à laquelle sont confrontés de nombreux PEID réside dans leur extrême volatilité économique. Avec l'intensification des catastrophes causées par des événements climatiques extrêmes, l'austérité du secteur public et les problèmes des pays liés au piège de la dette, il est facile de comprendre pourquoi les PEID ont du mal à rassembler des données cohérentes sur la pêche. Ces données ne sont peut-être pas prioritaires en période de crise nationale. Cependant, il est important de comprendre que la valeur des données sur le secteur des pêches est encore plus grande dans un tel contexte. C'est particulièrement vrai pour les communautés de pêcheurs côtiers, pour qui le manque d'informations gouvernementales sur leurs activités peut entraver leurs efforts pour recevoir un soutien financier adéquat pour le rétablissement et l'adaptation. En Dominique, par exemple, la Banque mondiale a fourni des transferts en espèces aux pêcheurs pour les aider à se remettre du choc économique provoqué par l'ouragan Maria en 2017, tandis que la FAO et la Croix-Rouge ont fourni une aide d'urgence supplémentaire. Mais des recherches menées par des Universitaires de l'Université des Indes occidentales sur les pêcheurs dominicains ont soulevé des inquiétudes quant au fait que "les données sur les activités passées des individus qui pourraient servir de base aux décisions concernant l'allocation de l'aide sont souvent indisponibles".³⁵

» **Économie informelle** : Bien que cela ne soit pas propre aux PEID, de nombreux États ont d'importants secteurs informels et de subsistance – une caractéristique déterminante de leurs pêcheries côtières. Des recherches menées par l'Organisation internationale du travail en 2017 ont estimé que dans des pays comme Fidji, les Îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, entre 60 % et 80 % de la population travaille en dehors de l'économie formelle, principalement dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture.³⁶ De toute évidence, il est plus difficile de produire des données sur l'emploi et la productivité dans le secteur informel et de subsistance que dans le secteur formel, en raison du manque d'opportunités d'auto-déclaration aux Autorités gouvernementales et aussi parce que de nombreuses personnes exerçant un travail informel ne souhaitent pas le déclarer. Il faut donc des enquêtes sur les ménages bien conçues, longues et souvent coûteuses pour produire de telles informations.

35 Turner, R., McConney, P. et Monnereau, I. (2020) *Adaptation au changement climatique et aux conditions météorologiques extrêmes dans les pêcheries à petite échelle de la Dominique* ; Gestion côtière, 48(5) : 436-455.

36 Organisation internationale du travail (2017) *Étude sur l'avenir du travail dans le Pacifique*.

» **Priorité aux pêcheries à haute valeur ajoutée :** D'autres facteurs peuvent également avoir une incidence sur les lacunes en matière de données. L'une des dynamiques observées dans le Pacifique, par exemple, est que les Autorités nationales des pêches se sont concentrées de manière disproportionnée sur les pêcheries industrielles de thon à haute valeur ajoutée. Selon un rapport publié par le Secrétariat de la Communauté du Pacifique, l'attrait du travail dans la pêche au thon, qui implique des voyages réguliers à l'étranger et les avantages qui y sont associés, signifie que la gestion de la pêche côtière reçoit moins de fonds et est assurée par un personnel moins expérimenté.³⁷ C'est un problème car les pêcheries côtières produisent plus de poisson pour la consommation locale et emploient beaucoup plus de citoyens.

» **Dépendance de l'Aide extérieure :** Une autre caractéristique potentiellement problématique des PEID est leur dépendance vis-à-vis de l'Aide extérieure et le fait qu'une grande partie du travail public sur la conservation des océans et la pêche dépend de partenaires étrangers, notamment des organismes donateurs, des ONG internationales et des Universités. En fait, les PEID sont parmi les pays les plus dépendants de l'Aide extérieure dans le monde. Le même rapport du Secrétariat de la Communauté du Pacifique décrit également que la gestion des pêches côtières a été fortement dépendante de l'aide extérieure, ce qui signifie que de bonnes données sont produites lorsque l'aide est disponible, mais que les gouvernements ne parviennent pas à maintenir ces efforts lorsque le financement prend fin.

De manière plus controversée, cependant, certaines études affirment que la dépendance de l'Aide peut être préjudiciable à la santé des institutions politiques. Les gouvernements (et les ONG locales) peuvent finir par donner la priorité aux agendas des "donateurs étrangers" plutôt qu'aux défis locaux afin d'obtenir de l'aide.³⁸ Par exemple, des études sur l'expérience des communautés de pêcheurs indigènes concernant les initiatives des donateurs visant à créer des zones marines protégées suggèrent que les questions les plus importantes pour ces communautés ne sont pas toujours alignées sur celles des donateurs et des consultants étrangers.³⁹

Sur le même registre, il existe également des préoccupations concernant l'appropriation locale et la facilité d'utilisation des informations, ce qui est particulièrement important pour les efforts de transparence. Un groupe d'éminents scientifiques spécialisés dans la pêche a fait valoir que les PEID ont fait l'objet d'un grand nombre de recherches, confirmant l'idée que les PEID suscitent un vif intérêt d'un point de vue mondial.⁴⁰ Cependant, ces scientifiques ont également souligné qu'un grand nombre de recherches et de données sur la pêche dans les PEID n'étaient pas utilisées par les Autorités nationales, mais finissaient par être publiées dans des rapports techniques obscurs ou limitées à des publications universitaires largement inaccessibles à la population locale. Le fait que de nombreux PEID ne disposent pas de portails d'information en ligne bien développés sur la pêche, où les résultats de la recherche peuvent être documentés, contribue à ce problème. En outre, les données brutes dont disposent les Autorités nationales sont souvent gardées par quelques Agences statistiques au sein du gouvernement, sans que le grand public puisse y avoir accès.



37 Gillet, R. (2014) « Questions brûlantes sur les pêcheries côtières des îles du Pacifique », Bulletin d'information sur les pêches de la CPS, 144.

38 Overton, J., Prinsen, G., et al. (2012) 'Inverser la tendance de l'aide : enquête sur la souveraineté de la politique de développement dans le Pacifique', Journal de la Société des Océanistes, 135.

39 Cornier, S. et Leblac, I. (2016) ' La pêche et les communautés côtières kanakes face aux nouveaux défis de la gouvernance et aux enjeux marins en Nouvelle-Calédonie '

40 Hind, J., Steven, M., Green, J., et al, (2015) '[Favoriser une collaboration internationale efficace pour les sciences de la mer dans les petits États insulaires](#)', Frontières des sciences de la Mer, 2.

Ces exemples montrent qu'il existe de nombreuses raisons structurelles et politiques pour lesquelles les PEID peuvent être enclins à négliger la gestion des pêches – y compris la nécessité de rassembler et de publier des données. Aucune de ces raisons n'empêche les PEID de disposer d'excellentes données sur leur secteur des pêches. Elles suggèrent toutefois que l'un des principaux obstacles aux progrès des initiatives de gouvernement ouvert dans les PEID sera l'approche incohérente et ad hoc de la collecte et de la publication d'informations en ligne. Pour changer cette situation, il ne suffira peut-être pas d'allouer des budgets, mais aussi de changer d'attitude et de priorité.

2) Le défi de mettre en place des "institutions de responsabilité"

Si le manque de données constitue un obstacle à la transparence, des défis plus difficiles à relever peuvent découler de deux problèmes interdépendants :

- » Les gouvernements s'opposent à la publication d'informations susceptibles de les exposer à la critique.
- » La capacité de la société à utiliser l'information pour demander des comptes aux gouvernements.

Si un pays ne dispose pas des libertés politiques fondamentales, inhibant ainsi la démocratie délibérative, les efforts de transparence pourraient être perçus comme une perte de temps. En effet, pour des initiatives telles que la FITI, inciter les gouvernements à publier des données n'est qu'une partie du défi. Il est tout aussi important que ces informations soient crédibles, puis utilisées pour stimuler des débats politiques nationaux éclairés et critiques qui tiennent compte des points de vue des groupes marginalisés.

L'un des sujets les plus explorés sur la gouvernance des PEID est la mesure dans laquelle leurs caractéristiques uniques favorisent ou entravent la démocratie et la gouvernance participative. Certains estiment que les PEID sont trop hétérogènes pour que l'on puisse généraliser ce débat.⁴¹ Compte tenu des facteurs multiples et controversés qui façonnent probablement les institutions politiques de tout État, ce point de vue semble raisonnable. Cependant, un autre point de vue est que leur petite taille et le caractère hyper-personnalisé de la vie politique qui en résulte dans les PEID sont pertinents, et que les caractéristiques distinctives des PEID pourraient être avantageuses pour la transparence dans le secteur des pêches. Ce point de vue correspond aux idéaux politiques de décentralisation et de déconcentration. En ce qui concerne la gouvernance participative, certains pensent qu'une petite unité politique présente des avantages par rapport à une plus grande.⁴² Les scores obtenus sur divers indices mondiaux, tels que celui produit par *Freedom House*, indiquent que les PEID semblent être plus démocratiques et souffrent moins de conflits civils que d'autres pays. Certains PEID ont connu des troubles politiques extrêmes (par exemple les Îles Salomon, le Timor-Leste et les Fidji), mais en général, les PEID semblent être relativement pacifiques et la plupart d'entre eux ont un passé d'élections justes et libres. *L'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique révèle régulièrement que les trois premiers États d'Afrique* : les Seychelles, le Cabo Verde et l'île Maurice. São Tomé-et-Príncipe se situe un peu plus bas dans la liste, et seules les Comores se trouvent dans la moitié inférieure. Il convient de noter qu'en Afrique, la taille de la population n'est pas nécessairement une caractéristique déterminante ; de nombreux pays africains ont une faible population mais ont une histoire de gouvernance troublée et d'autoritarisme. Il semble que le fait d'être à la fois petit et insulaire ait un effet politique positif.⁴³

41 Corbett, J. (2015) « La démocratie dans les îles du Pacifique : Pratiques comparables, significations contestées », *Théorie démocratique*, 2.

42 Srebrnik, H. (2004) « Petits États insulaires et valeurs démocratiques », *Développement mondial*, 32.

43 Sanches, ER, Cheeseman, N., Veenendaal, W. et al. (2022) « Exceptions africaines : développement démocratique dans les petits États insulaires ». *J Int Relat Dev*, 25.

Si la petite taille peut sembler belle à certains, d'autres affirment qu'elle présente des inconvénients certains pour les PEID dans la mise en place de ce que nous appelons communément des "institutions de responsabilité". Là encore, les PEID sont confrontés à plusieurs défis :

» **Conflits d'intérêts** : Il est évidemment très difficile d'imposer une séparation rigide entre les fonctions publiques et les intérêts privés dans les très petits États. Par conséquent, le clientélisme - où l'autorité des dirigeants est fondée sur l'octroi de cadeaux et de faveurs de manière discrétionnaire - est un attribut utilisé pour décrire la politique des petites îles avec une certaine fréquence, y compris par les principaux politologues des PEID.⁴⁴ Une enquête récente de *Transparency International dans les PEID du Pacifique*, basée sur des entretiens avec plus de 6 000 personnes de 10 États et territoires insulaires, a révélé que le favoritisme gouvernemental et les conflits d'intérêts étaient courants dans le secteur privé, en particulier en ce qui concerne les marchés publics et la délivrance de licences dans des secteurs à forte valeur ajoutée, tels que l'exploitation minière, le tourisme et la pêche.

Cela a évidemment un impact direct sur la transparence. Intuitivement, les sociétés clientélistes ne sont pas propices à un gouvernement ouvert, car les patrons peuvent être réticents à l'idée d'inviter le public à s'intéresser à la manière dont les revenus sont utilisés, par exemple, ou bien à la manière dont les ressources sont distribuées. Dans notre *tBrief No. 5*, nous avons discuté de l'importance des différents types de corruption dans le secteur des pêches et de la manière dont ils augmentent le besoin de transparence. Des preuves anecdotiques et plusieurs "scandales" suggèrent que la corruption est susceptible de constituer un obstacle important dans certains PEID. A tout le moins, cela peut signifier que les réformes en matière de transparence se heurtent à la résistance des personnes en position d'autorité.

Ce défi peut être encore plus grand si l'on considère que dans les PEID, la caractéristique de la politique clientéliste va de pair avec le fait que la fonction publique joue un rôle prépondérant dans la fourniture d'emplois.⁴⁵ Cet effet combiné peut également contribuer à une faible demande d'audits et d'examen des performances des administrations publiques. La Banque asiatique de développement, dans le cadre de ses travaux sur l'assistance aux États insulaires du Pacifique en matière de gouvernance et de responsabilité, décrit les petites populations denses que l'on trouve dans les PEID comme un défi particulier pour la réalisation d'audits indépendants du secteur public, car "l'audit dans des environnements sociaux et culturels étroits implique d'importantes pressions politiques, professionnelles et personnelles". De même, dans une étude sur les PEID réalisée par le PNUD, dans laquelle la complexité déconcertante de leur dynamique politique a été explorée, les auteurs affirment que :

La nature "villageoise" des petits États entraîne souvent une personnalisation poussée de la politique. Le processus rationnel et juridique d'institutions efficaces appliquant de manière impartiale les lois et les procédures est sapé... la capacité et la volonté politique d'agir contre les actes répréhensibles sont sapées lorsque chaque fonctionnaire est lié ou connaît bien tous les habitants de l'île⁴⁶

44 Veenendaal, W. et Corbett, J. (2020) ' Clientélisme dans les petits États : comment la petitesse influence les réseaux patron-client dans les Caraïbes et le Pacifique', *Démocratisation* 27.

45 Everest-Phillips, M. et Henry, S. (2018). « L'administration publique dans les petits et très petits États : comment la petitesse affecte-t-elle la gouvernance ? », *Journal international de la réforme et de la pratique de la fonction publique*, 3.

46 Everest-Phillips, M. (2014) 'Petit, donc simple ? La complexité dans les petits États insulaires en développement', Centre mondial du PNUD pour l'excellence du service public, Singapour.

Cette caractérisation de la vie politique dans les PEID suggère que les tentatives visant à accroître la transparence dans le domaine de la pêche peuvent se heurter à des résistances - ou, si elles sont réalisées, la transparence accrue peut ne pas générer de débats critiques sur la gestion des pêches ou sur la cohérence des politiques dans la mesure souhaitée. Logiquement, il pourrait s'agir de difficultés plus importantes dans les PEID qui sont particulièrement petits et insulaires, et moins importantes dans les États plus grands et plus diversifiés.

Cette théorie renforce une conviction fondamentale de la FITI. L'approche de la transparence devrait éviter de mettre l'accent sur l'idée conflictuelle de *nommer et de faire honte* (et de lutter contre la corruption), qui semble parfois être au centre des programmes internationaux de transparence. Le plaidoyer international en faveur de la transparence des pêches devrait plutôt mettre l'accent sur d'autres thèmes lorsqu'il s'agit de définir la valeur de l'accès du public à l'information, comme la pêche équitable, la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience des communautés de pêcheurs face à la crise climatique. Cela semble particulièrement important dans les PEID caractérisés par de petites sociétés hyper-personnalisées où le gouvernement joue un rôle politique et social dominant.

» **Sociétés inéquitables** : Les tendances inquiétantes de l'inégalité dans les PEID ont déjà été évoquées plus haut. Les conséquences de cette situation sur la démocratie délibérative sont importantes. Une théorie, bien que contestée, soutient que les sociétés plus inéquitables seraient moins démocratiques que les sociétés plus égalitaires. Le problème revêt une dimension spécifique pour la gestion des pêches, dans la mesure où, dans l'environnement concurrentiel de l'accès aux ressources halieutiques dans les PEID, les pêcheurs font partie des groupes les plus pauvres de la société. Les niveaux élevés d'inégalité entre les sexes dans les PEID constituent également un obstacle potentiellement sérieux à la démocratie délibérative et à l'efficacité des réformes en matière de transparence. L'absence de voix politique des femmes observée dans les PEID souligne le besoin critique de transparence des informations sur leur rôle dans le secteur des pêches, tout en promouvant leur voix dans les forums de prise de décision.

Dans la région du Pacifique, il existe des signes prometteurs d'amélioration, tels que les efforts déployés par les femmes du Réseau de la pêche à Fidji lancé en 2016.⁴⁷ La prise de conscience de la nécessité d'autonomiser les femmes dans le secteur des pêches a également donné lieu à de nombreuses initiatives régionales, telles que les bulletins "Les femmes de la pêche" publiés par le Secrétariat de la *Communauté du Pacifique* et le *Partenariat marin entre le Pacifique et l'Union européenne*. Ce dernier dispose d'un programme dédié à l'intégration du genre et des droits de l'homme dans le secteur des pêches et a récemment publié un rapport dans les États fédérés de Micronésie, qui montre que les femmes jouent un rôle beaucoup plus important dans la pêche que ne l'indique le gouvernement, puisqu'elles débarquent plus de 50 % des captures de poisson. Cependant, malgré certains progrès, une étude approfondie des pratiques actuelles dans les îles du Pacifique décrit des problèmes importants d'exclusion des femmes dans tous les pays et montre que les projets sont souvent destinés à "atteindre" les femmes, mais pas à leur donner des moyens d'action ou à leur apporter des avantages.⁴⁸

47 Pour plus d'informations, voir [Réseau des femmes de la pêche – Fidji](#).

48 Sangeeta Mangubhai, S. et Lawless, S. (2021) "[Explorer l'inclusion du genre dans la gestion et le développement de la pêche à petite échelle en Mélanésie](#)", *Marine Policy*, 123.



» **Engagement des Parties prenantes** : La plupart des PEID n'ont pas seulement une faible population à recruter pour la prestation de services publics et les activités non gouvernementales. Ils connaissent également des niveaux élevés de "fuite des cerveaux". Des recherches antérieures (datant de 2013) sur 32 PEID ont révélé qu'en moyenne la moitié de leur main-d'œuvre hautement qualifiée émigre, cette proportion atteignant plus de trois quarts dans plusieurs États.⁴⁹ Il s'agit d'un taux d'émigration beaucoup plus élevé que dans d'autres pays en développement ou à revenu intermédiaire. Un grand nombre de leurs meilleurs scientifiques et statisticiens marins, ainsi que des professionnels des technologies de l'information, travaillent probablement à l'étranger. En outre, les administrations gouvernementales des PEID qui reçoivent de multiples programmes d'aide peuvent être surchargées et débordées. Comme le décrit l'OCDE,

49 de la Croix, D., Docquier, F., Schifff, M. (2014) « *Exode des cerveaux et performances économiques dans les petits États insulaires en développement* ». Dans : Artal-Tur, A., Peri, G., Requena-Silvente, F. (eds) *L'impact socio-économique des flux migratoires. Économie des populations*. Springer, Cham.

“si de nombreux PEID dépendent d'un très petit nombre de fournisseurs pour l'essentiel de leur financement concessionnel, ils présentent également une longue traînée de petits projets provenant de sources multiples, ce qui met à rude épreuve des ressources institutionnelles déjà très sollicitées”.

Le fait qu'il y ait très peu d'ONG et de consultants professionnels dans les PEID signifie également qu'une petite minorité de personnes est chargée de la mise en œuvre des projets. Ce n'est pas seulement un problème pour la collecte de données, mais aussi pour les initiatives multipartites (telles que la FiTI), car les mêmes personnes sont continuellement sollicitées. Cela pourrait créer une certaine lassitude et soulever des inquiétudes quant aux conflits d'intérêts.

En outre, la participation régulière des Parties prenantes peut s'avérer coûteuse, en particulier dans les PEID géographiquement dispersés. Par exemple, la convocation des Parties prenantes pour le processus de mise en œuvre de l'initiative FiTI au Cabo Verde nécessite la mise à disposition de billets de ferry ou même de billets d'avion pour plusieurs d'entre elles. En outre, en raison du manque de fiabilité des services Internet, les réunions en ligne ne sont souvent pas une option appropriée pour les réunions régulières.



» **Veille médiatique** : L'une des idées de base des réformes en matière de transparence est qu'elles permettent aux médias d'examiner plus attentivement les actions et les politiques du gouvernement. Mais si les médias sont faibles ou cooptés par les élites politiques, cette possibilité de rendre des comptes est réduite. Des médias solides et critiques sont nécessaires pour faire avancer les débats politiques nationaux sur la pêche. Cela est d'autant plus important que le secteur des pêches semble enclin au sensationnalisme sous l'effet d'un discours de crise.

Les problèmes liés à la liberté et à l'intégrité des médias sont évidents dans de nombreux pays, et rien ne prouve que les PEID connaissent des problèmes plus graves que les autres. Par exemple, le classement des pays du monde en matière de liberté des médias et de sécurité des journalistes, tel que mesuré par *Reporters sans frontières (RSF)*, place plusieurs PEID – tels que la Jamaïque, les Seychelles et le Cabo Verde – au-dessus de pays comme l'Australie et les États-Unis. Toutefois, d'autres recherches indiquent que les médias de nombreux PEID ne sont pas particulièrement forts et que nombre d'entre eux sont probablement moins bien classés sur la base de critères auxquels RSF accorde moins d'attention.

Pour de nombreux PEID, le rôle dominant de l'État dans la fourniture de services signifie que les radiodiffuseurs nationaux appartenant à l'État fournissent la plupart des informations locales. Cependant, plusieurs études universitaires et rapports d'organisations telles que la *Fédération internationale des Journalistes (FIJ)* soulignent que la réglementation garantissant l'indépendance des médias publics est faible ou mal appliquée dans de nombreux PEID. Les risques inévitables d'un contrôle politique sur les médias nationaux sont amplifiés par le fait que les PEID comptent très peu d'entreprises de médias indépendantes et que celles qui existent ont des niveaux de rentabilité et de rémunération du personnel très faibles. Cela n'est pas surprenant étant donné les sources de revenus limités provenant de la publicité ou de la vente d'imprimés dans les petits États, ainsi que la rareté des subventions publiques pour le journalisme d'investigation. Les entreprises de médias indépendantes sont donc excessivement dépendantes des contrats gouvernementaux et des revenus publicitaires provenant d'un petit groupe d'entreprises, dont les propriétaires peuvent également être alignés sur les intérêts des partis au pouvoir.⁵⁰

50 Voir, par exemple, Wickham, P. W. (2018) " Défis pour la liberté des médias dans la sous-région des Caraïbes ", La Table Ronde, 107(2) : 247-249.

La qualité des médias indépendants dans de nombreux PEID est donc souvent décrite comme médiocre, avec un contenu qui est simplement “copié-collé” de la presse internationale. Des chercheurs de l’Institut australien de politique stratégique ont attiré l’attention sur ce point à la suite de l’annonce, en 2022, des “Partenaires du Pacifique bleu” par les États-Unis, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, l’Australie et le Japon.⁵¹ Leur analyse des médias locaux dans le Pacifique a révélé que la plupart des articles locaux étaient des reportages insipides copiés sur les sites web de médias étrangers, malgré les questions géopolitiques évidentes que ce partenariat multilatéral soulève pour les PEID.

Dans de nombreux PEID, l’indépendance des médias privés est encore plus compromise par des lois qui visent à supprimer la liberté des médias, notamment celles qui exposent les journalistes à des sanctions pour avoir écrit un contenu critique à l’égard du gouvernement. Ces lois semblent de plus en plus répandues dans les PEID, mais pour des raisons difficiles à comprendre. En 2022, à l’occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l’Association [des travailleurs des médias des Caraïbes](#) a publié une déclaration indiquant que

“l’environnement dans lequel les journalistes des Caraïbes travaillent devient de plus en plus périlleux”.

De même, dans son rapport de 2021 sur la liberté des médias dans six États insulaires du Pacifique, la FIJ a averti que les récentes lois draconiennes restreignant la liberté des médias (c’est-à-dire aux Îles Salomon, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à Fidji et à Nauru) affaiblissaient considérablement le rôle des médias dans la responsabilisation des gouvernements.⁵² Par exemple, le gouvernement des Fidji a fait l’objet de critiques internationales et nationales concernant la loi de 2018 sur le développement de l’industrie des médias, qui permet au gouvernement d’imposer des sanctions sévères et des peines d’emprisonnement aux journalistes qui publient des articles considérés comme contraires aux intérêts nationaux. En 2019, un rapport approfondi de journalistes d’investigation néo-zélandais sur la destruction de l’environnement causée par un projet d’infrastructure chinois sur l’île de Malolo, à Fidji, a fait état d’intimidations et d’ingérences policières à l’encontre de journalistes locaux, qui n’ont donc pas été en mesure de couvrir l’affaire dans les journaux locaux.⁵³

Dans le même rapport, la FIJ note que dans de nombreuses îles du Pacifique, “l’autocensure est très répandue, car on craint d’offenser des personnalités puissantes, de déclencher des représailles de la part du gouvernement, de perdre des revenus ou de perturber l’harmonie sociale”. Ce dernier point est repris dans d’autres rapports, indiquant que les PEID peuvent également être confrontés à des normes culturelles qui inhibent le contenu critique des médias. Dans un article publié par ABC News for the Pacific, un journaliste de Vanuatu a noté que dans les îles du Pacifique, “il existe une pression sociale dominante pour s’entendre, c’est-à-dire pour maintenir la paix et l’ordre, parfois au détriment de la justice”.⁵⁴

51 Johnson, B. et Dunne, J. (2022) [“L’Australie, les États-Unis et leurs partenaires doivent s’engager auprès des médias locaux dans le Pacifique”](#), 5 août, Institut australien de Politique stratégique.

52 Fédération internationale des journalistes (2021) [“Une voie à suivre : Rapport de consultation des médias du Pacifique 2021”](#).

53 Murphy, T. (2019) [“C’est pourquoi vous avez besoin de journalisme”](#), 13 avril 2019, Newsroom.

54 Faa, M. (2022) [“La liberté de la presse est de plus en plus menacée dans le Pacifique, selon des journalistes locaux”](#), 5 juin 2022, ABC News.

Conclusion

La transparence est d'une importance capitale pour la gestion des pêches dans les PEID, et la présente note d'information fournit plusieurs raisons pour lesquelles l'accès du public aux informations sur la pêche devrait être amélioré dans les PEID. L'importance de cette démarche s'intensifie avec la crise climatique ainsi qu'avec l'attention internationale croissante portée à la croissance bleue. En même temps, il est difficile de faire des observations sur les défis de gouvernance auxquels sont confrontées les pêcheries des PEID, car il faut faire des généralisations sur des États divers et complexes. nous avons mis en évidence plusieurs problèmes susceptibles d'entraver les réformes en matière de transparence.

Les vulnérabilités économiques et sociales des PEID, qui surviennent dans un contexte de catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes, signifient que ces États seront confrontés à de graves difficultés pour générer des données sur de nombreux aspects de la gestion des pêches. Toutefois, la nature même de la pêche dans les PEID fait de la collecte de données une tâche ardue : la riche biodiversité marine, associée à la diversité culturelle, l'éloignement des communautés de pêcheurs et la prédominance de l'économie informelle dans le secteur des pêches. Les lacunes en matière de données peuvent également refléter des priorités biaisées, qui font que les données abondent sur le secteur industriel offshore lucratif, alors que les pêcheries côtières sont parfois négligées.

Certaines dynamiques au sein des PEID pourraient également compromettre le potentiel de mise en œuvre des réformes en matière de transparence et de réalisation de progrès en matière de démocratie délibérative. Ces dynamiques découlent d'observations (bien que contestées) sur l'économie politique particulière des PEID : leurs populations peu nombreuses et personnalisées, leurs vastes secteurs publics, une tendance à la politique clientéliste, une forte dépendance vis-à-vis des donateurs et les faiblesses des médias locaux. Le problème des inégalités dans les PEID semble également pertinent lorsque l'on cherche à comprendre comment la transparence peut soutenir les groupes marginalisés, et en particulier les femmes, dans le secteur des pêches.

Aucun de ces défis n'est insurmontable et ils ne s'appliqueront pas de la même manière à tous les PEID. Ces derniers présentent également des caractéristiques positives qu'il convient d'apprécier. Par exemple, la nature hyper-personnalisée de leurs sociétés pourrait constituer un terrain fertile pour les efforts visant à renforcer la démocratie délibérative, plus que dans les grandes sociétés impersonnelles. La frustration croissante liée à la marginalisation des femmes dans le secteur des pêches signifie que les femmes pourraient être des leaders et exécutant idéaux de campagnes de gouvernement ouvert.

Et surtout, il n'existe aucun autre groupe de pays où le besoin de transparence est aussi évident, non seulement pour leurs citoyens, mais aussi pour le patrimoine mondial. Comme l'a dit Epili Hau'ofa, le rôle des grands États océaniques dans la protection et le développement des océans n'est rien de moins qu'une contribution majeure au bien-être de l'humanité'.



Précédents tBriefs:



tBrief Edition #1

TRANSPARENCE DANS LES PÊCHES:

Pas aussi clair que ça
en a l'air?



tBrief Edition #2

TRANSPARENCE DES RÉGIMES FONCIERS DES PÊCHES:

incomplète, peu fiable et
trompeuse?



tBrief Edition #3

PÊCHE DANS L'OBSCURITÉ:

Transparence de la
Propriété effective



tBrief Edition #4

20 ANNEES DE LUTTE:

Transparence des
subventions au secteur
de la pêche



tBrief Edition #5

LA CORRUPTION DANS LE SECTEUR DES PÊCHES :

La transparence à la
rescousse ?



tBrief Edition #6

INVISIBLE, SOUS-ÉVALUÉE ET SOUS-ESTIMÉE ?

La transparence de la
pêche artisanale



tBrief Edition #7

RÉSISTER À L'ENVIE D'INDEXER :

Les arguments contre le
classement des efforts de
transparence en matière
de pêche



tBrief Edition #8

LA TAILLE COMPTE-T-ELLE ?

Le défi de la transparence
des pêches dans les
petits États insulaires en
développement

Nos tBriefs sont disponibles en anglais, en français, en espagnol et maintenant en portugais sous www.fiti.global/tbrief-series